



## PRÉFET DU LOIRET

**Direction départementale des territoires  
Service eau, environnement et forêt**

DOSSIER SUIVI PAR : Jean-Christophe MARTIN  
MÉL : jean-christophe.martin@loiret.gouv.fr  
TÉLÉPHONE : 02.38.52.47.44  
RÉFÉRENCE : JCM/DR (27/01/20) N° 44

**Monsieur le Président**

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU LOIRET**

15 rue Eugène Vignat  
45945 ORLÉANS

*Orléans, le 28 janvier 2020*

**OBJET** : Dossier de déclaration instruit au titre du code de l'environnement articles L.214-1 à L.214-6  
**Projet de construction d'un nouveau collège sur la commune de DADONVILLE**  
**Accord sur dossier de déclaration**

Monsieur le Président,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

**projet de construction d'un nouveau collège sur la commune de DADONVILLE**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 20 Novembre 2019, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de Dadonville pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du LOIRET durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

**Le Préfet**  
**Pour le Préfet et par délégation**  
**Pour le chef du service eau environnement et forêt**  
**Le chef de pôle Gestion et Protection des Milieux aquatiques**

**signé**

**Thomas Carrière**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.